

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBODMADAIRE N° 93 / 29 NOVEMBRE 1973 / PRIX : 1 F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 - LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS - CEDEX 02



VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GREC CONTRE LA DIC- TATURE YANKEE- FASCISTE

éditorial

La lutte héroïque des ouvriers, paysans et étudiants grecs a porté de rudes coups à la dictature yankee-fasciste, installée en Grèce depuis 1967 par la C.I.A. Elle a obligé les fascistes grecs à recourir à un nouveau coup d'état pour éliminer les colonels faillis.

suite page 8

6 décembre : tous en grève contre la vie chère

AUGMENTATION
DES SALAIRES

1500 f. minimum
pour 40 heures

APPEL DU COMITE
D'INITIATIVE DE L'O.S.R.

page 2

LE 6 DECEMBRE TOUS EN GREVE CONTRE LA VIE CHERE

APPEL DU COMITE D'INITIATIVE DE L'OSR

Le Comité d'Initiative National de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (OSR) appelle tous les travailleurs à arrêter le travail le jeudi 6 décembre et à manifester contre la vie chère et pour des augmentations de salaires.

La considérable augmentation des prix, particulièrement dans les derniers mois, rend de plus en plus insupportables aux travailleurs, leurs conditions de vie. Ce ne sont pas les 1.000 Francs par mois accordés par Messmer, en Juillet, sur la base des 45 heures, qui y changeront quelque chose. Des centaines de milliers de travailleurs sont prêts aujourd'hui à manifester ensemble contre cette vie chère, à exiger du gouvernement d'autres choses que des plans de blocage des salaires plus ou moins camouflés.

Les syndicalistes révolutionnaires doivent prendre toutes les initiatives, au niveau de leur entreprise, au niveau de leur localité pour appeler les travailleurs à participer à cette journée d'action lancée par les syndicats.

Ils y propageront particulièrement les revendications que les dernières luttes des travailleurs, les assemblées ouvrières qu'ils ont pu réunir, ont mis en avant :

- * 1.500 F minimum pour 40 heures
- * Suppression du salaire au rendement, le salaire fixé pour tous sur la base du rendement maximum.
- * Pas de loyers supérieurs à 10% du salaire.
- * Transports gratuits.
- * Temps de transport payé comme temps de travail.

Dans les usines, les Syndicalistes Révolutionnaires prendront l'initiative de discuter avec les travailleurs des cahiers de revendications précis, et la journée du 6 décembre devra être le point de départ pour l'action qui doit faire aboutir ces revendications. Les Syndicalistes Révolutionnaires appelleront les travailleurs à se donner tous les moyens (débrayages, grèves...) pour après cette journée du 6, faire effectivement céder le patron sur les revendications avancées.

Les Syndicalistes Révolutionnaires dans ce mouvement s'opposent à toutes les tentatives de récupération que voudraient en faire les partis de «gauche» au profit de leurs ambitions électoralistes.

Ils dénonceront toute tentative des directions confédérales de dénaturer les véritables revendications des travailleurs et d'y substituer celles pour lesquelles ils se sont entendus avec les «partis de gauche» ; ils expliqueront en s'appuyant sur les travailleurs, par exemple, que les 1.100 F par mois, c'est bien en deçà de ce que réclament les travailleurs aujourd'hui.

Travailleurs, tous en grève contre la vie chère, le 6 décembre HALTE A LA VIE CHERE AUGMENTATION DES SALAIRES

RONIS :

L'OSR FAIT

PEUR AUX

REVISIONNISTES

2 militants dénoncés par l'U.L. CGT

Décidément, l'OSR reste, comme un os, en travers de la gorge des révisionnistes. A Lyon, à l'usine RONIS, l'OSR inspire de telles inquiétudes aux révisionnistes locaux qu'ils ont décidé de tout mettre en œuvre pour exclure 2 camarades de la section syndicale CGT.

Pour cela, ils font donner le grand jeu, un papier de l'Union Locale contre les 2 camarades. Toute l'artillerie anticommuniste des révisionnistes est mis en œuvre. L'amalgame avec les fascistes «il est curieux de voir les gauchistes du même côté que les fascistes pour lutter contre les organisations démocratiques, et plus particulièrement contre le parti communiste, le parti socialiste et la CGT...» et même l'amalgame avec... les trotskistes, prétendant en dépit de toute vraisemblance, que les 2 camarades «souvent aidés par des personnes étrangères à l'entreprise, distribuent un vent de propagande de Lutte Ouvrière».

Tout cela pour en arriver à ce qui les inquiète le plus : «Ces «révolutionnaires» appellent les travailleurs à rejoindre l'opposition syndicale ouvrière... Voilà ce qui les gêne, et ils avouent pourquoi : le programme commun de la gauche, pour lequel 46% des français se sont exprimés au mois de mai, est la chose

préférée de ces Messieurs» et plus loin, ils protestaient violemment contre «l'affirmation que la CGT est contrôlée par le parti communiste et le parti socialiste...» On est au cœur du problème : leur plus grande inquiétude face à la création de l'OSR, c'est de voir remise en cause la ligne révisionniste impulsée par le Péc&F et ses alliés au sein de la CGT. Et leur papier se termine par un appel à exclure les 2 camarades de la CGT.

Rappelons simplement que les membres de l'U.L. signataires de ce papier ont tenté de faire cesser une grève à RONIS, en prétendant qu'on n'y arriverait jamais, et que la seule solution était de voter le programme commun : rappelons qu'après la victoire, ils ont prétendu que c'était grâce à eux. Rappelons enfin que leur chef de file Ségué a tout fait pour tenter de saboter la grève des ouvriers de LIP. Le syndicat est, pour les ouvriers, une chose trop importante pour la laisser entre leurs mains.

Correspondant RONIS

A MANUBAT

COMME A

LIP : PAS DE

LICENCIEMENT

* Depuis la rentrée à Manubat (boite de 300 ouvriers français et immigrés) au moins une vingtaine d'ouvriers ont donné leur compte : soit pour la plupart à cause des salaires de misère ou par exemple comme ce travailleur immigré à qui ont avait «oublié» de payer 40h de travail ou encore ce jeune ouvrier qu'on a forcé à partir en

* Le Comité de soutien des ouvriers se propose d'intervenir dans les jours à venir, sur le marché central où il y a de nombreux travailleurs.

* L'inspection du travail n'est pas d'accord. Traduction au tribunal d'instance : Zabattani ne doit pas être licencié (27 avril 73).

Cour d'appel : le délégué Zabattani est licencié (23 oct 73). La section CFDT riposte : distribution massive de tracts à Dijon, débrayage en Côte d'Or, à Lourdes.

Les travailleurs de la SEB décident de verser une heure de leur salaire à leur camarade et débrayent.

Le 10 novembre, manifestation dans les rues de Selongey aux cris de «Non au licenciement de Zabattani» «Licence l'ex patron!» à la chaîne.

Pendant cette lutte les révisionnistes de la CGT se démasquent une fois de plus. Les délégués CFDT disent, «ils ont empêché la manifestation» Zabattani dit : la CGT a déclaré : «Zabattani, il nous emmerde plus que la direction»

Aujourd'hui Zabattani n'est pas réintégré : il dit «La lutte doit être permanente» La question est bien aujourd'hui, en effet de trouver de nouvelles perspectives de luttes pour remporter la victoire.

Il interviendra aussi à Manubat avec panneaux et tracts en vue de soutenir les travailleurs de cette boîte et de développer le soutien à Lip.

A MANUBAT COMME A LIP PAS DE LICENCIEMENT !

Correspondant Dijon

SEB :

NON AU

LICENCIEMENT

DE ZABATTANI

Le 72 : les ouvriers de l'usine SEB (Selongey Côte d'Or) décident une grève illimitée, avec occupation des locaux pour obtenir des augmentations de salaire (20%) et de meilleurs conditions de travail.

La section CFDT fut particulièrement combative à l'époque. A la suite de cette grève, la direction décide de licencier Bernard Zabattani, délégué CFDT.

L'inspection du travail n'est pas d'accord. Traduction au tribunal d'instance : Zabattani ne doit pas être licencié (27 avril 73).

Cour d'appel : le délégué Zabattani est licencié (23 oct 73). La section CFDT riposte : distribution massive de tracts à Dijon, débrayage en Côte d'Or, à Lourdes.

Les travailleurs de la SEB décident de verser une heure de leur salaire à leur camarade et débrayent.

Le 10 novembre, manifestation dans les rues de Selongey aux cris de «Non au licenciement de Zabattani» «Licence l'ex patron!» à la chaîne.

Pendant cette lutte les révisionnistes de la CGT se démasquent une fois de plus. Les délégués CFDT disent, «ils ont empêché la manifestation» Zabattani dit : la CGT a déclaré : «Zabattani, il nous emmerde plus que la direction»

Aujourd'hui Zabattani n'est pas réintégré : il dit «La lutte doit être permanente» La question est bien aujourd'hui, en effet de trouver de nouvelles perspectives de luttes pour remporter la victoire.

Il interviendra aussi à Manubat avec panneaux et tracts en vue de soutenir les travailleurs de cette boîte et de développer le soutien à Lip.

A MANUBAT COMME A LIP PAS DE LICENCIEMENT !

Correspondant Dijon

halte à la vie chère !

L'actualité cette semaine, pour les masses travailleuses comme pour la bourgeoisie est encore dominée par la hausse vertigineuse des prix. Alors que chez les travailleurs, la question immédiate à l'ordre du jour, c'est de faire concéder à la bourgeoisie des augmentations de salaire permettant de compenser la hausse des prix, la bourgeoisie tente par de multiples moyens de briser cette ardeur revendicative.

C'est tout d'abord le gouvernement qui après avoir tenté de faire passer les petits commerçants pour les responsables de la hausse a fait cette semaine une série de démarches démagogiques laissant entendre qu'il se préoccupe effectivement d'améliorer le sort des travailleurs. Par exemple Poniowski accorde enfin le droit de reversion des retraites pour les veuves des travailleurs, il accorde aussi une majoration des années «gratuites» de cotisation à la Sécurité Sociale pour les mères de famille. On est pourtant loin du compte : ce n'est pas avec cela que les travailleurs rattraperont la hausse des prix ! Toujours dans la série des manœuvres démagogiques, le parlement discutait cette semaine de l'amélioration des conditions de travail, d'un fond de licenciement pour

les chômeurs en cas de fermeture d'entreprise... ; sur les conditions de travail, c'est une commission, une de plus, qui sera mise en place au niveau de l'entreprise, et quant au fond de licenciement, tous les députés l'ont présenté comme un acquis de Lip, passant sous silence que la revendication centrale des Lip c'est justement : «pas un seul licenciement». On verra même Messmer visiter au pas de course Renault Flins ; s'il est passé si vite, c'est qu'il craignait de voir sans doute les travailleurs débrayer pour lui demander des comptes surtout sur leurs salaires et leurs conditions de travail.

Mais ces piètres mesures, ne réussissent nullement à cacher la volonté réelle du gouvernement de s'opposer aux véritables augmentations de salaire qui permettent de vivre correctement.

Arrêtons le travail le 6 décembre, faisons aboutir nos revendications telles que les Syndicalistes Révolutionnaires les ont précisées avec les travailleurs dans les assemblées ouvrières. «1.500 F minimum pour 40 heures», «pas de loyer supérieur à 10% du salaire», «temps de transport payé comme temps de travail», «transport gratuit»... Engageons et

étant entendu qu'en cas de nouvelles hausses des produits, ces tarifs devraient être malheureusement révisés.

C'est ainsi qu'un locataire d'un HLM devra payer 91 F par mois pour le chauffage et l'eau chaude ! Mais ce n'est pas tout ! On peut lire à la fin :

Enfin, la répercussion de l'ensemble des hausses enregistrées depuis un an, oblige par ailleurs le Conseil d'Administration à majorer, à compter du 1er janvier 1974 l'ensemble des loyers de 10% en précisant que les taux qui seront ainsi pratiqués demeureront dans la moyenne de la fourchette officielle autorisée pour le type de logements HLM.

1) Dénoncer les HLM qui reçoivent les hausses sur le compte des pays producteurs alors qu'ils les profitent (principalement aux grands trusts pétroliers).

2) A dénoncer les révisionnistes qui veulent saboter le mouvement «refuser de payer, c'est illégal...» La lutte ne fait que commencer.

poursuivons la lutte sur le terrain de notre entreprise, pour forcer notre patron à nous accorder nos revendications de salaires...

Révissionnistes et réformistes du Péc&F et du PS, comme ceux qui dirigent les confédérations CGT et CFDT, espèrent faire de cette journée, une journée pour le programme commun, une journée pour un changement de gouvernement. Ils ont repris le catalogue exposé dans le Programme Commun contre la hausse des prix et le proposent comme cible de la lutte des travailleurs. Ces derniers le savent : il n'y a qu'un rapport lointain entre la plupart des articles de ce catalogue et leurs revendications : à commencer par les 1.100 F par mois qui sont maintenant bien insuffisants aux travailleurs pour survivre.

Les travailleurs refusent de servir de masse de manœuvre aux partis bourgeois de «gauche», qui veulent utiliser leur lutte pour faire un pas vers les fauteuils ministériels. Le 6 décembre, partout les travailleurs feront grève en plaçant au centre de la journée d'action leurs revendications salariales, la lutte dans l'usine pour les faire aboutir.

A L'ACTION POUR LE 6 DECEMBRE !

CHALON/MARNE

CHARGES :

40 % DE HAUSSE

LOYER :

10 % DE HAUSSE

A Chalon s/ Marne, sur la ZUP Verbeau où logent une majorité d'ouvriers, l'Office d'HLM vient de distribuer dans les boîtes aux lettres un compte rendu du conseil d'administration qui a souligné une vive indignation. On peut y lire ceci :

«Ainsi que vous avez pu l'apprendre par les journaux et la télévision, le prix de l'énergie a subi une augmentation de 40% du fait des décisions unilatérales des pays producteurs de pétrole...

Les prestations de chauffage augmenteront à compter du 15 novembre 1973 de 34,67% conformément au tableau ci-après,

BESANCON

20h.15

TOUS AU

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

samedi 1^{ER} décembre -salle battant-

- Soutien à Lip avec des ouvriers de Lip, de Lyon Brandt, de Fos, de Dunkerque.
- Témoignages d'anciens F.T.P., de syndicalistes révolutionnaires, d'ouvrières.
- De retour du Moyen-Orient l'envoyé spécial de Front Rouge, témoigne.
- Témoignage sur la lutte du peuple chilien.

Chants de lutte par
PACO IBANEZ
FERNANDO MARQUES
«SERVIRE IL POPOLO»

Aujourd'hui, à Lip, les travailleurs disent qu'il faut passer à l'offensive ; de initiatives ont été proposées en AG, à savoir :

- 1) surveillance de l'usine Lip-Palente et de la rue Violet pour empêcher tout démantèlement de machines et le démantèlement.
- 2) Edition d'un tract au sujet du démantèlement.
- 3) Tenir les 6 heures pour Lip à Besancon (sans la CGT qui a refusé d'y participer).
- 4) Faire un meeting des travailleurs de Lip à Paris.
- 5) Faire des affiches pour l'agitation dans toute la France.
- 6) Préparer le colloque sur l'emploi.
- 7) Envisager une marche sur Paris.
- 8) Boycott de la Société Générale.
- 9) Recontacter et remobiliser tous les Lip.
- 10) Manif, devant l'usine.

Par rapport à la semaine précédente où il n'y avait eu fait que 2 initiatives à discuter (le test à dire comment s'opposer au démantèlement et la question de la manif, devant l'usine), on peut penser que c'est bien, que les initiatives surgissent et que la lutte va prendre un nouvel essor.

C'est en partie vrai, cela reflète la combativité des travailleurs. Mais ce qu'il y a derrière c'est aussi la chose suivante : la confédération CFDT, voyant qu'à un moment donné la seule perspective offerte était une manifestation devant l'usine, manifestation qui aurait réaffirmé clairement l'objectif des Lip, et voyant qu'on ne pouvait s'y heurter de front, a cherché à noyer ce projet pourtant adopté en AG. Le plan industriel, la présence permanente de Moutet à Lip sont apparus à ce moment là ! Et la confédération CFDT s'est emparé de la multitude d'initiatives proposées pour toutes les mettre sur un même plan, et de la sorte, essayer de repousser celles qui sont principales, déterminantes pour la victoire de la lutte, c'est à dire le 1) et le 10).

Aujourd'hui, au 224e jour, la lutte continue.

NON AU DEMANTELEMENT

PAS UN SEUL LICENCIEMENT

NON A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LIP

LIP CONTRE LA NOUVELLE OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE LA LUTTE CONTINUE

La bourgeoisie persiste dans sa tactique :

faire plier, vaincre les Lip

Dans le No 92, nous avons vu que toute la tactique de la bourgeoisie par rapport à la lutte exemplaire des travailleurs de Lip consistait à être ferme, à vouloir faire toucher les épaules aux travailleurs de Lip, car une victoire des Lip (pas de licenciement, pas de démantèlement, maintien des avantages acquis) serait un exemple de lutte pour toute la classe ouvrière qui doit faire face à ces problèmes aujourd'hui. La tactique de la bourgeoisie ne se dément pas. Après avoir réussi à faire reprendre le travail à Lip Ormans, et, en utilisant largement ceci par la presse, la télé et la radio pour faire croire à la classe ouvrière que c'est tout Lip qui avait repris le travail, aujourd'hui des lettres sont envoyées à certains travailleurs de Lip pour leur proposer un emploi à Ormans. C'est une vieille manœuvre de division.

Au sujet de l'usine d'Ormans, il faut rappeler :

- 1) qu'effectivement c'est un premier pas dans le sens du démantèlement de l'usine.
- 2) que seules étaient présentes comme organisations syndicales la CGT et FO et que les ouvriers d'Ormans ont été constamment isolés du reste des travailleurs de LIP.
- 3) Cela a été renforcé par le fait que l'usine d'Ormans se trouve à 35 km de Besancon.

Aujourd'hui, dans le but de diviser les travailleurs, de les affaiblir, la bourgeoisie continue ses manœuvres pour démanteler l'usine. Après le

secteur machine-outil, c'est le secteur armement qui est visé. Cette opération engagée depuis plusieurs semaines se précise. Ainsi, des locaux ont été effectivement achetés par la municipalité socialo-centriste de Besancon pour permettre à Arbel (patron qui veut reprendre l'armement) de déménager les machines de ce secteur, qui sont à Lip-Palente, dans ces nouveaux locaux ; et cette opération réussie, Arbel est prêt à faire reprendre immédiatement le travail ! «même si je dois commencer avec 20 ouvriers» dit-il. Cette manœuvre de la bourgeoisie est extrêmement dangereuse ; car si elle réussissait, le démantèlement de LIP serait consacré, les travailleurs du secteur horlogerie et mécanique seraient complètement isolés et le secteur mécanique, où sont concentrés les leaders de la lutte et les travailleurs combattis, pourrait être facilement détruit. Donc, on le voit bien, la bourgeoisie a toujours pour but de vaincre par la force les Lip.

mais face à cette manœuvre, les Lip tiennent. Ils sont déterminés à la faire échouer

Les travailleurs du secteur armement sont bien décidés à continuer la lutte, solidaires avec tous les travailleurs de Lip (voir FR 92). Face à la manœuvre, les Lip sont décidés à prendre l'offensive. A l'AG du lundi 26, Ch. Piaget a précisé que tout serait fait pour empêcher le redémarrage des activités du secteur armement hors de Lip-Palente, que, s'il le faut, on s'opposera physiquement et par la force à cela.

D'autre part, les Lip ont décidé

d'entreprendre un travail d'explication auprès des habitants du quartier de la rue Violet pour les mobiliser. Ils ont mis en place une équipe chargée de surveiller l'usine Lip de Palente et les locaux de la rue Violet, afin de déjouer toute tentative surprise de déménagement des machines. Les Lip sont bien décidés à faire échouer ce plan de la bourgeoisie.

Ceci dit, s'opposer au démantèlement voulu par la bourgeoisie ne suffit pas pour vaincre, ne définit pas toutes les perspectives de la lutte. Alors, où en est la lutte ?

Que s'est-il passé après que les travailleurs de Lip aient commencé à discuter de la perspective d'une manifestation devant l'usine, l'aient largement approuvée et aient dénoncé le rôle de la CGT dans la lutte (voir FR 92).

* Face à cette situation nouvelle, les confédérations ont rapidement réagi. Pour elles, il s'agissait de reprendre les choses en main. Mercredi 21, un membre de la confédération CFDT, Moutet, permanent et responsable de la fédération métallurgie (pas n'importe qui) et un membre de la fédération CGT (Marget) sont apparus ensemble à la tribune de l'AG avec des propositions communes et se sont efforcés de montrer qu'il fallait l'unité syndicale, qu'au niveau des confédérations, ils y étaient arrivés et que donc, cela devait se faire ici. Le scénario était bien réglé, Moutet (CFDT) intervient sur l'unité syndicale, sur le nom démantèlement etc., Mercet (délégué CGT de Lip) répond et dit le contraire... Piaget (CFDT) dit : «Ça y est, ça recommence !» Moutet se lève et va causer à l'oreille de Marget (CGT) qui intervient alors dans le sens de Moutet et ainsi de



suite. Le tout enrobé par Moutet qui insiste pour que les travailleurs de Lip reprennent l'offensive... A ce moment (mercredi 21) un autre élément est aussi au cœur des discussions depuis un jour ou deux, celui de l'existence d'un projet industriel qui apporterait une solution d'ensemble au problème de l'usine Lip-Palente.

Quel est ce projet industriel ?

D'abord il se trame en coulisse depuis longtemps. D'après ce que l'on sait un

certain nombre d'usines (Jaz, Jaeger, Thomson), appuyées par des banques françaises et suisses se seraient réunies pour reprendre Lip et assurer ainsi un emploi à tous les Lip sans démantèlement de l'usine.

Quelle réalité à ce plan ? Moutet (CFDT) interrogé sur ce projet en a confirmé la réalité en disant que la CFDT le connaissait depuis un certain temps. Toujours d'après lui, le plan est sérieux car il a été examiné par des experts et confronté aux études menées par le Bureau d'Etudes Syndex

pour le compte de la CFDT. Seulement, il y a un hic. A peine ce plan est-il connu que l'on voit alors qu'il est déjà sérieusement boiteux :

- 1) il manque 8 millions de francs.
- 2) le patron de Jaeger fait une déclaration disant qu'il n'est pas impliqué dans cette histoire.
- 3) le gouvernement ne fait rien pour engager une quelconque négociation là-dessus

4) de plus, on apprend par la radio, lundi 26, que Messmer a déclaré : «ce qu'il faut à Lip, c'est que M. Arbel

puisse s'installer dans ses nouveaux locaux».

Qu'est-ce que tout cela signifie ? Pendant plusieurs jours, les responsables réformistes ont laissé les Lip se débrouiller seuls en disant de ne pas trop en faire... et d'un seul coup, les voilà qui débarquent avec de l'unité syndicale plein la sacoche (après ce que la CGT a fait et dit, il faut le faire !) et avec comme seule perspective ce «fameux projet industriel» sur lequel il leur faut mobiliser les Lip.

Par rapport au projet de manifestation devant l'usine, par rapport à la juste conception de l'unité qu'ont déterminé les Lip, voilà ces messieurs les réformistes qui présentent un plan qu'ils disent sérieux, un plan qui prévoit «une soixantaine de travailleurs non réembauchés» (pudiques avec ça) et dans lequel les dirigeants réformistes avouent qu'il n'y a rien sur le maintien des avantages acquis et que pour cela ils font confiance à la section CFDT de Lip. Habile façon de se débarrasser du problème, non ? Voilà la perspective sur laquelle les responsables de la confédération CFDT veulent mobiliser les Lip. Mais on peut se poser une question : d'où sort-il, ce projet industriel, qui l'a fait et dans quel but ?

Du point de vue de la bourgeoisie, ce qu'elle veut est clair : le démantèlement et les licenciements. Ce projet industriel, pour l'instant, ça ne semble pas l'intéresser. Alors aujourd'hui les choses sont claires : l'argument choc des responsables réformistes de la confédération CFDT

est de dire que le projet industriel ne marche pas car le gouvernement empêche la Société Générale de verser les 8 millions de francs qui manquent (entre autres choses) à la réalisation du projet, ils proposent donc aux Lip de mener la bataille contre le pouvoir par rapport à cette question, ce qui entraîne à proposer : boycott de la Société Générale, Marche sur Matignon etc...

Mais la question n'est pas là, ce qu'il faut, c'est effectivement faire plier le pouvoir mais sur une question, celle de l'usine, de son évacuation par les CRS, de son non démantèlement, de la reprise de l'activité sans un seul licenciement. C'est sur ces bases que doit être établi le rapport de force visant à faire céder, à vaincre la bourgeoisie. C'est sur ces bases que la solidarité de la classe ouvrière peut se faire, qu'il peut y avoir une mobilisation de masse pour que Lip gagne, et non pas sur de éventuels retraits d'argent qui... mettraient en difficulté la Société Générale, une grande banque nationalisée.

Pour vaincre, il faut lutter. C'est en posant fermement la question de l'usine, en manifestant devant et en créant un rapport de force qui fera reculer la bourgeoisie que les Lip arriveront à une vraie victoire et non pas en laissant à la bourgeoisie la possibilité de manœuvrer, la possibilité de pouvoir diffuser largement sa politique de collaboration de classe par le mythe de la participation, comme elle le fait déjà activement en agitant «son projet industriel» fruit des activités communes CNPF-confédération CFDT

LES LIP TIENNENT !

FAIRE DE LA LUTTE CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET, UNE BATAILLE DE CLASSE

Depuis plusieurs semaines, et notamment à l'occasion de l'échéance du 30 septembre et de celle du 31 octobre, les marxistes-léninistes ainsi que les CACF ont engagé la mobilisation contre les expulsions d'ouvriers en situation irrégulière. C'est là une bataille très importante : car empêcher la bourgeoisie de liquider progressivement le « volant » de travailleurs « irréguliers » ou « clandestins », obtenir la régularisation de ces derniers, c'est s'opposer au projet de la bourgeoisie d'étendre à tous les travailleurs immigrés les dispositions de la Circulaire Fontanet et, notamment d'imposer un seul système d'introduction des travailleurs : le canal de l'ONI avec ses contrats d'esclavage d'un an. Au demeurant, la campagne menée pour la régularisation et contre les expulsions, les mobilisations déjà effectuées sur ce thème ont amené plusieurs fois la bourgeoisie à des reculs tactiques. Alors qu'elle tâtonne aujourd'hui le terrain par une série d'expulsions encore limitées, les m-l doivent répondre coup pour coup, appeler à la vigilance et être prêts à organiser des ripostes de masse au fur et à mesure que les expulsions se multiplieront.

Néanmoins, il serait tout à fait erroné de limiter notre travail à cet aspect de la lutte et d'identifier lutte contre la circulaire Fontanet et lutte contre les expulsions ; (pas plus qu'il y a huit mois, nous ne devions limiter notre action à la demande de la carte de travail) ; car des dizaines de milliers de travailleurs, s'ils ne sont pas menacés d'expulsion en tant qu'« irréguliers », n'en sont pas moins totalement soumis aux dispositions de la circulaire Fontanet ! C'est le cas de tous les travailleurs immigrés, de plus en plus nombreux, qui entrent désormais en France selon le système des contrats d'introduction d'un an de l'ONI (soit nominatifs,

soit anonymes ; par exemple : « 50 turcs ») et selon les « quotas » déterminés par nationalités. C'est le cas aussi de tous les travailleurs qui, après ce contrat d'un an ou par diverses « régularisations » sont maintenant embrigadés dans le système d'obtention et de renouvellement des cartes de travail et de séjour : échéance courte d'un an, simultanéité des deux cartes, attribution sous contrôle policier étroit, clauses restrictives du point de vue des départements et des professions etc...

Aussi, la lutte contre les expulsions ne peut être qu'une partie de notre travail. Si nous faisons l'erreur de la concevoir comme le « tout », nous serons incapables de mobiliser les travailleurs contre le système de contrôle de l'immigration, de surexploitation et de division des ouvriers que la bourgeoisie a déjà mis sur pied et qu'elle vise à étendre. Nous mettrons de côté nos revendications essentielles : « A bas le contrôle de l'immigration ! », « Liberté de choix de l'employeur ! », « La carte de travail dès la première demande d'embauche, permanente et valable sur tout le territoire », seules susceptibles de délivrer les travailleurs immigrés des contraintes patronales et policières par lesquelles, la bourgeoisie tente de miner le front de lutte des ouvriers.

Nous devons faire de la lutte contre la circulaire Fontanet une véritable bataille de classe. La condition c'est que la lutte contre la circulaire Fontanet soit une lutte contre tous les aspects de la politique de surexploitation, de division des travailleurs et de répression de la bourgeoisie, politique que toutes les dispositions de la circulaire Fontanet visent à aggraver. La circulaire Fontanet a donné des

moyens supplémentaires à la bourgeoisie pour réaliser les objectifs suivants :

ACCROITRE LA SUREXPLOITATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS.

La bourgeoisie peut, par le système obligatoire des contrats de travail (ONI ou BUMIDOM) importer chaque année des contingents nouveaux de travailleurs immigrés (qui sont embauchés sans connaissance réelle des termes du contrat, qui arrivent souvent pour la première fois dans un pays capitaliste et qui des fois ne parlent pas un mot de français), les pressurer littéralement et les renvoyer dans leur pays à l'expiration du contrat d'un an. Le contrôle des entrées et la fixation de « quotas » suivant les pays va dans le même sens : la bourgeoisie peut ainsi amener des immigrations nouvelles mieux exploitables pendant un temps (par exemple turcs, yougoslaves aujourd'hui) — Sur les chaînes, une organisation « scientifique » de la division par nationalité prolonge cette politique de « quotas » — Va dans le même sens de l'exploitation renforcée des travailleurs immigrés les dispositions de la circulaire Fontanet concernant le logement (favoriser les « logements » d'entreprise, amener les travailleurs immigrés à restituer une partie importante de leur salaire sous forme de loyer dans les foyers-casernes, cités de transit, etc...) Cette politique de surexploitation des travailleurs immigrés aggrave la paupérisation de toute la classe ouvrière.

MIEUX ORGANISER LE VOLANT DE CHOMAGE ET « VENTILER » LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SELON LES BESOINS DE L'ECONOMIE CAPITALISTE.

La bourgeoisie utilise largement déjà le travail intérimaire pour accroître la mobilité de l'emploi. Elle envoie les jeunes travailleurs dans les régions ou

le Capital a besoin d'eux par l'intermédiaire de l'ANPE et à l'aide des primes à la mobilité. Cette politique, elle la développe aussi à grande échelle vis à vis des travailleurs immigrés par la clause des 3 semaines, en soumettant la délivrance de la carte de travail à l'accord de l'ANPE, en leur interdisant un certain nombre de professions et de départements.

MAIS SURTOUT C'EST SA CARACTERISTIQUE PRINCIPALE, LA CIRCULAIRE FONTANET VISE A ACCROITRE LA REPRESSION SUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, A LES ENCHAÎNER, ET DE LÀ, A EMPECHER LES LUTTES DE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE.

D'une part, la circulaire Fontanet vise à diviser toujours plus les travailleurs français et les travailleurs immigrés, en accentuant les discriminations qui frappent ces derniers et en les présentant comme des concurrents directs des travailleurs français sur le marché de l'emploi.

D'autre part, elle vise à leur enlever directement le droit de grève soit par les contrats (si tu bouges, c'est la porte, c'est l'expulsion), soit après cette période d'un an, par le système du renouvellement des cartes qui les menace périodiquement d'expulsion. Enfin, elle renforce le contrôle policier direct, parallèlement au flicage des polices « nationales » et accroît le système de surveillance par le logement.

Cette tentative de museler les travailleurs immigrés, de les empêcher de se ranger dans la lutte de classe aux côtés des travailleurs français répond à deux réalités :

- l'exacerbation des antagonismes de classe et donc la nécessité pour la bourgeoisie, par tous les moyens, de briser les luttes de la classe ouvrière.
- la participation toujours plus nette des travailleurs immigrés à la lutte contre la bourgeoisie en France.

Ainsi, mobiliser réellement les travailleurs immigrés et aussi français contre la circulaire Fontanet, c'est impulser, organiser des luttes contre tous les aspects de la politique de surexploitation de répression et de division de la bourgeoisie et les faire converger vers l'objectif central de l'Abrogation de la circulaire Fontanet.

- Cela veut dire intensifier le travail sur le logement, contre les loyers abusifs (pas de loyers supérieurs à 10% du salaire !), pour la liberté d'expression, de visite et de réunion dans les foyers et les cités de transit ; pour le statut de locataire, etc... Impulser des luttes sur ce thème, monter des associations de défense des locataires, etc...

Cela veut dire aussi et surtout entreprendre la mobilisation des travailleurs dans les usines sur tous les mots d'ordre de la plate-forme revendicative des CACF : lutter contre le système des contrats, pour l'abolition de tout contrat à durée limitée, pour le principe « A travail égal, salaire égal », contre la politique de division par nationalités, contre les brimades racistes de la maîtrise, contre les licenciements disciplinaires comme ceux qui, à Citroën Mulhouse, ont entraîné la grève de milliers de travailleurs arabes, pour l'obtention de conditions de logement correctes et décentes, contre la surexploitation plus féroce qui frappe les travailleurs immigrés tels que refus de feuilles de paye, non-paiement des congés payés, non-paiement des heures supplémentaires, etc...

C'est en portant la lutte dans les entreprises sur toutes ces questions que nous pourrions faire véritablement de la lutte contre la circulaire Fontanet, contre le contrôle de l'immigration une véritable bataille de classe.

Nous verrons dans un prochain article comment cette mobilisation dans les usines s'articule avec le travail de l'OSR.

villeurbaine : une pièce de théâtre sur un marché



Le CACF Villeurbaine essaye aujourd'hui d'utiliser des moyens de propagande vivants pour populariser la lutte contre la circulaire Fontanet et mobiliser la classe ouvrière contre les expulsions. Le CACF Villeurbaine travaille régulièrement sur 2 foyers, une cité immigrée, 3 usines, par porte à porte, interventions, tracts, journaux, affiches manuscrites, création de réseaux d'information sur les expulsions. De plus il tient un marché très populaire.

Dimanche dernier, pour la première fois, il est intervenu avec un nouveau moyen : une intervention théâtrale. Pendant que des militants diffusaient tracts et « même combat » quatre autres ont joué une scénette qui dure 5 mn. Une cinquantaine de travailleurs

immigrés et français se sont arrêtés et ont suivi très attentivement. Avec des roulements de tambour, le comédien-patron annonce la pièce : un patron, c'est lui-même, 2 ouvriers, l'Etat, représenté sous le visage de la circulaire Fontanet.

Il est démontré simplement comment la circulaire Fontanet permet d'exploiter féroce les travailleurs immigrés.

Il y est démontré la division de la classe ouvrière : le travailleur français ne pouvant pas faire grève à cause de l'expulsion de son camarade immigré. La pièce se termine par une intervention de l'ouvrier français qui appelle à lutter contre la circulaire Fontanet, à rejoindre les CACF à se mobiliser contre les expulsions.

17 journaux ont été vendus par les militants, malgré la présence des flics, cette scène bien que jouée une seule fois, a prouvé l'efficacité de ce genre d'intervention vivante. Montée la veille en deux heures ce moyen nouveau peut permettre une large popularisation, des contacts nouveaux, sur l'événement politique le plus récent : à Lyon, menaces d'expulsion de 5 travailleurs immigrés cette semaine.

EN AVANT VERS LA POPULARISATION ENCORE PLUS LARGE AUPRES DES MASSES

A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET ! MOBILISONS NOUS CONTRE LES EXPULSIONS

nouvelles agressions : halte à la campagne raciste !

La bourgeoisie, en mettant sur le compte des pays arabes les profits endossés par les grandes compagnies pétrolières à la suite de la hausse récente du pétrole, tente de relancer une campagne raciste contre les immigrés.

Cette dernière semaine vient d'être marquée par une nouvelle série de crimes racistes :

- à Toulon le 17 novembre des nervis racistes ont placé une bombe dans l'allée d'un cinéma fréquenté par des travailleurs arabes. C'est parce qu'il y avait peu de monde que deux personnes seulement ont été blessées. Mais l'engin placé par les assassins racistes était fait pour tuer.
- à Bourges, dans la nuit du 17 au 18 novembre, des coups de feu ont été tirés à plusieurs reprises contre des travailleurs immigrés qui regagnaient à pied leur foyer. Un travailleur très grièvement blessé a dû être hospitalisé.
- à Dôle, le 17 novembre au cours d'un « bal des routiers », un travailleur qui dansait avec une jeune fille française s'est fait tabasser par une dizaine d'hommes de nationalité française : ils l'ont en suite jeté à terre et piétiné. Quelques copains ont tenté de le défendre mais tout le bal s'est mis contre eux aux cris de « attaquez les bougnoules », « au pétrole » avec des manivelles, des couteaux et des bouteilles. 7 travailleurs arabes ont réussi à s'échapper mais un pompier qui était dans la bagarre a sonné la sirène pour alerter ses copains. Une vingtaine de pompiers en uniforme et casqués et des gens du bal ont pourchassé les travailleurs arabes dans les rues de Dôle :
- l'un d'eux a reçu un coup de couteau à la main et un coup de bouteille cassée dans le ventre.
- un autre a reçu un coup de manivelle et a l'épaule cassée.
- le troisième a les dents déchaussées par des coups de poings et des coups de pieds ; ils ont quand même pu se réfugier chez eux. Les flics sont arrivés après et ils ont dû aller au commissariat pour récupérer leurs vestes et leurs papiers abandonnés au bal des routiers.

Les CACF de Dijon et de Besançon vont riposter par manifestation et meetings à Dôle (l'UL CFDT s'associe à cette action) dénoncer la campagne raciste orchestrée par la bourgeoisie, qui divise et monte travailleurs français contre travailleurs arabes, appeler à l'unité de la classe ouvrière contre le racisme. Cette action qui répond aux besoins exprimés par les masses, doit être le moyen de constituer un CACF à Dôle.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LES CACF

Nom :
Prénom :
Profession :
Adresse :

envoyer aux c.a.c.f. : 162, rue Marcadet - Paris 18ème

genevilliers la bourgeoisie prépare l'expulsion de 8500 locataires

Gennevilliers, municipalité tenue par le P.C.F. au nord de Paris, comprend un nombre important de travailleurs immigrés, employés dans les entreprises locales (Chausson), ou à proximité. L'enquête menée par nos camarades, montre le plan de la bourgeoisie pour liquider l'habitat de ces travailleurs, les expulser hors de Gennevilliers, et leur imposer des loyers exorbitants.

Eloignées du centre de la ville, près du port, sur plus de 5 kilomètres, s'étendent les 3 cités de transit, où vivent entassées des centaines de familles immigrées de toutes nationalités, en tout 2.300 personnes. Aucun confort, aucune hygiène, les baraques en bois construites sur des terrains vagues, sont entourées de boue, les murs en contreplaqué sont traversés par l'humidité, le vent passe à la hauteur du plafond et par les barreaux cassés, l'eau coule par les cheminées. Tous les enfants sont malades. La municipalité tenue par le P.C.F. n'a prévu aucun dispensaire médical, permanent, il faut aller au plus proche, celui d'Asnières à 20 min de marche.

Le loyer est hors de prix. Pour un F.L. 115 F de loyer fixe de base, plus les charges de 100 F minimum, soit 215 F par mois. «Leurs baraques, elles sont payées depuis bien longtemps», dit un travailleur algérien, dénonçant l'énorme racket de la société CETRAFA sur les loyers. Pareil pour les charges : aucune réparation, les

quittances d'eau et d'électricité ne sont pas délivrées par des organismes officiels mais par le gérant qui s'arrange toujours pour augmenter la note et remplir sa propre poche. Et l'hiver, c'est une dépense double de loyer. Un travailleur algérien nous dit : «J'en suis déjà à 150 F de mazout et le mois n'est pas encore terminée, ce moi-ci je ne paye pas de loyer». Mais la soit de profit de la bourgeoisie ne s'arrête pas là : non seulement elle entasse les travailleurs dans des taudis, non seulement par le loyer, elle empêche quelquefois plus de 40% de leur salaire, tout cela avec le silence complice de la municipalité du P.C.F., mais en plus, sous couvert de démolition, elle prépare de nouveaux coups : l'expulsion pure et simple sous prétexte de «résorption de l'habitat insalubre».

Dans les cités de transit CETRAFA les familles commencent à recevoir des avis d'expulsion. La CETRAFA leur propose un rélogement dans les HLM pour des loyers d'au moins 600 F par mois ! A un travailleur espagnol qui refusait, la préfecture a fait passer son loyer de 257 F à 475 F par mois. Les lettres d'expulsion de la préfecture sont claires : en cas de refus du rélogement, elle expulsera purement et simplement les familles.

La municipalité révisionniste est parfaitement d'accord avec ces projets : c'est contre son accord que les cités CETRAFA ont été construites. Sous prétexte d'appliquer la loi Vivien

de résorption de l'habitat insalubre, elle essaie de faire le maximum, elle a réussi pour l'ilot Brenu, ce qui veut dire 2000 immigrés expulsés, elle essaye actuellement pour l'ilot Arsène Houssaye qui comprend 1.300 personnes. Elle applaudit aux projets de la SONACOTRA qui a été chargée par la bourgeoisie de procéder à l'expulsion sans rélogement de 8.000 travailleurs immigrés en 3 ans.

Car pour elle, les choses sont simples elle veut chasser de Gennevilliers tous les travailleurs immigrés. C'est ainsi qu'elle refuse systématiquement de réloger les travailleurs immigrés dans les HLM de Gennevilliers. C'est ainsi qu'en coulisse, elle applaudit ouvertement la circulaire Fontanet pour elle en effet, la seule solution ne peut venir que du gouvernement qui doit contrôler strictement l'immigration par l'intermédiaire de l'ONI. En plus, elle avoue tout aussi ouvertement que la circulaire Fontanet est un avantage, en simplifiant les formalités : 5.000 personnes peuvent d'ores et déjà être expulsées ; quelle aubaine, en effet, pour les révisionnistes, cette circulaire Fontanet !

Les travailleurs des cités CETRAFA sont décidés à ne pas laisser passer de tels projets. Ils sont prêts à la lutte. Ils réclament la construction de nouveaux logements décentes et au loyer pas cher, le rélogement libre et rapide des locataires des cités CETRAFA.

Correspondant Gennevilliers

le budget marcellin : un budget pour faire la chasse aux révolutionnaires et réprimer les travailleurs

Marcellin vient de faire adopter au parlement le budget du ministère de l'intérieur dont la bourgeoisie lui confie la gestion : six milliards neuf cent trente sept millions de francs pour faire fonctionner un corps spécialisé de plus de cent mille hommes. Ce budget est en augmentation de 12% par rapport à l'an dernier.

Ce n'est pas dans une telle discussion au parlement que l'on risque d'apprendre grand chose sur la réelle distribution de ces fonds secteurs par secteurs. Marcellin n'a même pas daigné fournir lors de la discussion budgétaire des précisions sur le renforcement de ces effectifs, le salaire qu'ils touchent, les nouvelles tâches qu'assume la police, les nouveaux moyens que se donne Marcellin pour faire la chasse aux Révolutionnaires, pour réprimer les travailleurs. Marcellin nous apprend simplement qu'il faut augmenter le nombre d'écoles de police et moderniser celles qui existent, ou encore qu'il entend multiplier l'ilotage dans les quartiers des grandes villes, c'est à dire les patrouilles permanentes de flics en mobylette.

En fait la discussion des députés n'avait nullement pour objet de contester les crédits dont la bourgeoisie a besoin pour entretenir et perfectionner son appareil de répression. La gauche entendait simplement se démarquer du gouvernement en critiquant l'utilisation qu'il fait des forces de police. C'est particulièrement risible quand ceux qui font ces critiques sont des membres du PS qui s'est illustré de nombreuses fois sous la IV^e république dans des répressions sanglantes de la lutte des travailleurs : Jules Moch, Mitterrand, pour ne citer que ceux-là ont été aussi ministre de l'intérieur et n'en ont pas moins fait en leur temps (grève des mineurs de 48) que Marcellin aujourd'hui. Quant à Duorméa du P.C.F., il a déclaré : «Vous détourniez la police du rôle national qui devrait être le sien : le rôle de la police est avant tout préventif, son action doit être orientée d'une manière prioritaire dans une présence constante sur la voie publique, dans des milliers de rondes, de surveillance, de contrôle... et il a terminé en réclamant un recrutement accéléré et une formation professionnelle pour les flics. Si on comprend bien Duorméa, le P.C.F. reproche à Marcellin de n'être pas assez efficace dans la répression des mouvements révolutionnaires, des mouvements de lutte de la classe ouvrière et il réclame à la police de mieux s'organiser pour prévenir ces mouvements, les étouffer dans l'œuf et n'être pas ainsi contraint de recourir à la répression : les travailleurs apprécieront.

C'est d'ailleurs sur les moyens que se donne le ministère de l'intérieur pour connaître l'évolution des mouvements politiques, et exploiter ces renseignements qu'il y a eu le plus de controverse au parlement. La «gauche» a fait du «Groupe Interministériel d'Exploitation du Renseignement» (GIER), son cheval de bataille pour dénoncer le gouvernement ; parce que comme l'a dit un député «socialiste» «un tel groupement aurait la charge d'estimer en permanence une prétendue menace intérieure provenant des syndicats, des partis d'opposition, des étudiants, des étrangers», et il réclame que le parlement puisse exercer son contrôle sur ces activités. Pour répondre Marcellin n'est pas allé chercher bien loin rappelant que la bourgeoisie doit maintenir sa domination doit organiser le renseignement politique, et il a cité ses prédécesseurs socialistes au ministère de l'intérieur s'affirmant parfaitement d'accord avec eux : par exemple avec Depreux, aujourd'hui au PSU, ancien ministre de l'intérieur en 1947 qui a défini à cette époque les tâches des «Renseignements Généraux».

En fait la divergence entre la gauche et le gouvernement sur cette histoire du GIER, c'est que la gauche ne conteste pas à la bourgeoisie le devoir de surveiller, de ficher, de filer les militants révolutionnaires, mais n'apprécie nullement que le gouvernement étende cette pratique aux autres partis bourgeois rivaux, même s'ils l'ont déjà pratiqué eux-mêmes.

Les députés se sont finalement satisfaits de la déclaration de Marcellin affirmant que ce fameux GIER n'existe pas et que la manière dont sont centralisés les Renseignements Généraux sont aujourd'hui suffisamment efficaces. Il faut préciser que cette centralisation permet aux plus hauts responsables du gouvernement de disposer chaque jour d'un rapport sur l'activité, l'orientation des différents groupes et partis politiques : une cellule spéciale des RG consacre toute son activité à surveiller le mouvement révolutionnaire, à recueillir des renseignements sur lui.

- surveiller, filer, ficher les militants révolutionnaires et leurs organisations pour mieux les frapper le moment venu.

- réprimer à l'aide de ses bandes armées la lutte des travailleurs quand elle met en échec la politique patronale comme à Lip ou tout récemment chez Logear à Rennes.

Voilà le travail essentiel de Marcellin pour lequel les députés lui ont généreusement voté six milliards neuf cent trente sept millions de francs.

halte au trafic des négriers modernes

Un bateau de la société ivoirienne de transports maritimes (SITRAM) le Khorogo a débarqué à Brest 27 travailleurs africains partis clandestinement et jetés à fond de cale. Ces 27 travailleurs, comme tant d'autres chassés de leur pays par l'impérialisme qui pille toutes leurs richesses nationales se voient contraints pour vivre de s'expatrier dans les métropoles capitalistes. Ils le font dans les pires conditions, obligés de recourir à des passeurs et à des négriers, ces 27 travailleurs immigrés ont dû payer 10.000 CFA soit 500.000 AF pour se retrouver passagers clandestins entassés au fond d'un bateau dans un couloir de 1m de large sur 20 de long. Les négriers avaient promis de les nourrir, bien sûr ils ne leur ont rien donné.

Au large des côtes marocaines, ils ont réclame à boire et à manger. Les négriers leur ont répondu par des coups de matraques, et le patron du cargo a fait appel à un navire de guerre espagnol. Un commando monté à bord du Khorogo les a frappés à coup de crosse. Ils les ont enfermés de nouveau à fond de cale sans lumière, sans hygiène pendant plusieurs jours jusqu'à Brest.

La bien sûr pas question de poursuivre les négriers qui trompent et exploitent



les travailleurs africains arrêtés par les flics

de très nombreux travailleurs africains. Contre les 27 travailleurs africains débarqués à Brest, alors qu'ils devaient se rendre à Amsterdam, Marcellin s'est empressé de donner ses flics pour les expulser. L'impérialisme français qui, a brandi sa circulaire Fontanet pour contrôler rigoureusement l'immigration en France, est tout aussi zélé pour réprimer les travailleurs immigrés qui veulent gagner clandestinement les autres métropoles capitalistes. Il n'a pas hésité une minute à les remettre directement aux

maines du gouvernement de côté d'Ivoire qui les menace de comparution devant un tribunal militaire sous prétexte que «par leur faute, le Khorogo a dû être dérouté, et la SITRAM a perdu beaucoup d'argent».

A BAS L'IMPERIALISME QUI CHASSE LES TRAVAILLEURS DE LEUR PAYS !

A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET !

NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION !

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source
FRANCE

Pli normal	1 an : 40 F.
	3 mois : 10 F.
Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif	
Pli fermé	1 an : 80 F.

abonnement 3 mois : 10F

le colis du militant 50F

Pour la somme de 50 F (frais de port compris), FRONT ROUGE offre à ses lecteurs les ouvrages suivants classés du marxisme-léninisme :

- Le Manifeste du Parti Communiste (MARX - ENGELS)
- Salaire, prix, profit (MARX)
- L'état et la révolution (LENINE)
- L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (LENINE)
- La maladie infantile du communisme (LENINE)
- Les principes du léninisme (STALINE)
- Les 5 essais philosophiques (MAO TSE TOUNG)
- Les écrits d'Ho Chi Minh (HO CHI MINH)

Avec en supplément : les 2 premiers numéros d'OCTOBRE

- «44-47. Le PCF au gouvernement»

- «Le trotskisme contre la révolution prolétarienne armée»

Avec encore : un abonnement de 3 mois à FRONT ROUGE. Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom d'un ami que vous souhaiteriez voir recevoir le journal.

PASSEZ VOS COMMANDES. PAS UN CERCLE FRONT ROUGE SANS SON COLIS.

(versement au CCP Front rouge 31 191 14 La Source)

derrière la "guerre du pétrole"

une âpre lutte entre les impérialismes ...

Autrefois, les milieux impérialistes applaudissaient des 2 mains le blocus américain autour de la Chine rouge ou le boycott du cuivre chilien... Aujourd'hui, les mêmes s'indignent de la réduction par les pays arabes de leurs livraisons de pétrole. Voilà qui prouve combien cette décision des pays arabes gêne l'impérialisme.

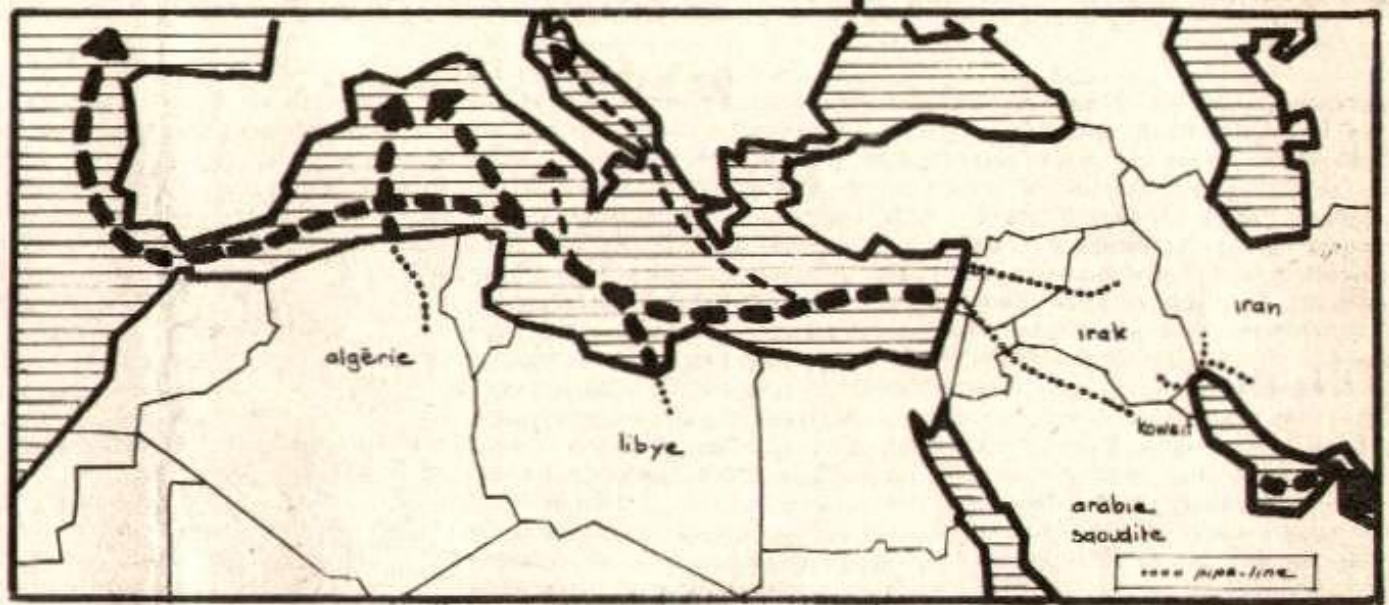
LE PETROLE ARABE APPARTIENT AUX PAYS ARABES.

Pour la propagande impérialiste, la principale cause de la pénurie de pétrole, c'est la guerre d'octobre au Moyen Orient. Position facile qui permet d'innocenter les véritables responsables, les trusts impérialistes et d'alimenter la campagne raciste anti-arabe ; ce qui permet, par exemple, aux fascistes de Dôle d'agresser des ouvriers immigrés en criant « Au pétrole ! ». En réalité, si l'arme du pétrole est, aux mains des peuples arabes une arme efficace pour isoler diplomatiquement l'Etat sioniste, la cause profonde de la réduction des livraisons est tout autre. Du reste, les propres fils de Fayçal, responsables de la politique pétrolière de l'Arabie Séoudite, ne se sont pas gênés pour dire, dans une déclaration à l'AFP, que les livraisons ne redeviendraient pas normales, même si Israël rend tous les territoires occupés depuis 1967.

La cause profonde de l'embargo, c'est la volonté des pays arabes de combattre le pillage impérialiste. Depuis que l'impérialisme existe, il pille sans vergogne les richesses des pays qu'il

domine, le pétrole, les produits miniers, le bois, les produits agricoles tropicaux... C'est l'impérialisme qui impose les prix de plus en plus bas auxquels il achète ces produits, c'est lui qui organise la prospection et le pillage systématique. Depuis quelques années, le rapport de force s'est modifié : l'impérialisme s'est affaibli, frappé par les luttes de libération nationale. Le mouvement des pays opprimés pour récupérer et vendre à leur juste prix leurs richesses nationales prend de l'ampleur. Les pays arabes producteurs de pétrole ont été à la tête de ce mouvement, parce que les ressources tirées de la vente du pétrole leur donnaient une certaine richesse et une certaine indépendance. Dès 1970, ils imposaient au cartel des trusts US du pétrole, des tarifs plus élevés, certains pays nationalisaient les sociétés d'exploitation. Aujourd'hui, ils estiment plus avantageux de conserver en terre leur pétrole plutôt que de le vendre contre des dollars ou d'autres monnaies qui dévaluent sans cesse ; d'autant plus que, les réserves de pétrole n'étant pas inépuisables, il viendra un jour où ils pourront le vendre plus cher.

Voilà la grande leçon de la crise actuelle : les pays arabes sont libres de disposer de leur pétrole comme ils l'entendent, au mieux de leurs intérêts. C'est une décision qui affaiblit l'impérialisme, même si les peuples arabes ne profitent pas tous, aujourd'hui des royalties touchées par leurs gouvernements.



RESERVES MONDIALES

Moyen Orient	41%
Amérique	24%
URSS et Europe de l'Est	11%
Afrique	11%
Asie	11%
Europe occidentale	2%

UN EMBARGO QUI TOUCHE L'IMPERIALISME US.

L'impérialisme US prend un certain nombre de mesures qui prouvent qu'il est touché : des mesures de rationnement pour limiter la consommation interne, le vote des crédits du pipe-line transatlantique pour augmenter la part de la production américaine dans le pétrole consommé aux USA... Et, du reste, cette pénurie ne date pas d'hier, puisqu'un récent numéro du journal patronal «l'Expansion» (No 68) pouvait écrire : «depuis un an, les restrictions de combustible et d'électricité sévissent à l'état endémique dans tout le pays». Cependant, la crise n'est pas encore très grave aux USA, tout simplement parce que 68% du pétrole consommé aux USA est produit à l'intérieur même du pays, et seulement 6% est importé du Moyen Orient. Les USA sont aujourd'hui peu dépendants du pétrole du Moyen Orient, mais les besoins de l'économie US en énergie augmentent, les USA importent de plus de plus de pétrole et, comme 50% des réserves mondiales sont au Moyen Orient, cette dépendance peut s'accroître.

Quant aux trusts pétroliers US, ils ne semblent pas, pour l'instant, trop souffrir de la crise. Ils ont réussi à transformer cette mauvaise chose, la

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PETROLE

MOYEN ORIENT :	64,7%	AFRIQUE DU NORD	17,3%
Arabie Séoudite	17,5%	Algérie	8,9%
Koweït	14,6%	Libye	8,4%
Irak	12,0%	AUTRES	18 %
Abou Dhabi	8,3%	Nigéria	
Iran	5,8%	URSS	
Qatar	9,1%	Vénézuéla	
Divers	7,4%	Gabon	

perspective de voir diminuer les profits fabuleux (un taux de profit de plus de 100%) qu'ils réalisaient au Moyen Orient, en une chose pas trop mauvaise pour eux. Ils ont réussi à répercuter sur le consommateur les hausses à l'achat imposées par les pays arabes. Et, d'autre part, cette hausse des prix du pétrole arabe rend compétitifs des gisements qu'ils exploitaient dans d'autres pays du monde, voire aux Etats-Unis, et même d'autres sources d'énergie comme l'énergie nucléaire. Prévoyant à long terme un tarissement des sources de pétrole, les trusts pétroliers en profitent donc pour se reconverter. Mieux, ils utilisent dans ce but des capitaux que les riches pays arabes comme l'Arabie Séoudite ou le Koweït, ne cherchent qu'à investir avec profit. Voilà pourquoi le journal «Entreprise» (avant le 12 octobre) :

«ce sont les grandes sociétés pétrolières qui organisent et dominent ce monde nouveau du pétrole. Leur première préoccupation est de planifier sur une période aussi longue que précise l'augmentation des prix du brut... Pour un temps, c'est donc à une augmentation du prix de l'énergie qu'il faut s'attendre, et non à un manque d'énergie... Voilà aussi pourquoi, l'impérialisme US, sur le conseil des trusts pétroliers du cartel, loin de rompre avec les pays arabes, tente de s'y faire de nouveaux alliés.

MAIS SURTOUT L'EUROPE ET LE JAPON Plus que l'impérialisme US, d'autres pays impérialistes sont durement frappés par l'embargo arabe. Ce sont l'Europe et le Japon, eux, dépendent à 65% pour l'Europe, et à 80% pour le Japon des livraisons de pétrole arabe. Et pour comprendre combien ils sont touchés, il suffit de voir les mesures prises dans ces pays pour limiter la consommation... Et les multiples déclarations pro-arabes qu'ils sont prêts à faire pour une goutte de pétrole. Et même la France, soi-disant amie des peuples arabes n'est pas à l'abri de la pénurie, car 18% de ses importations viennent de pays non-arabes, par l'intermédiaire des trusts pétroliers du cartel, sous domination US qui ne se gêneront pas pour répercuter sur la France la diminution de leurs stocks de pétrole. «La guerre du pétrole aura lieu», titrait, il y a 3 mois le journal libanais «L'Orient Le Jour», bien avant la guerre d'octobre. Elle a éclaté et elle ne peut aller qu'en s'aggravant car elle met en jeu un problème vital pour le monde impérialiste : sa politique énergétique, jusqu'à aujourd'hui basée sur le pillage du Tiers Monde. Les justes revendications des pays du Tiers Monde accusent l'impérialisme à revivre sa politique et aggravent les contradictions entre les différents impérialismes... c'est leur survie qui est en jeu.

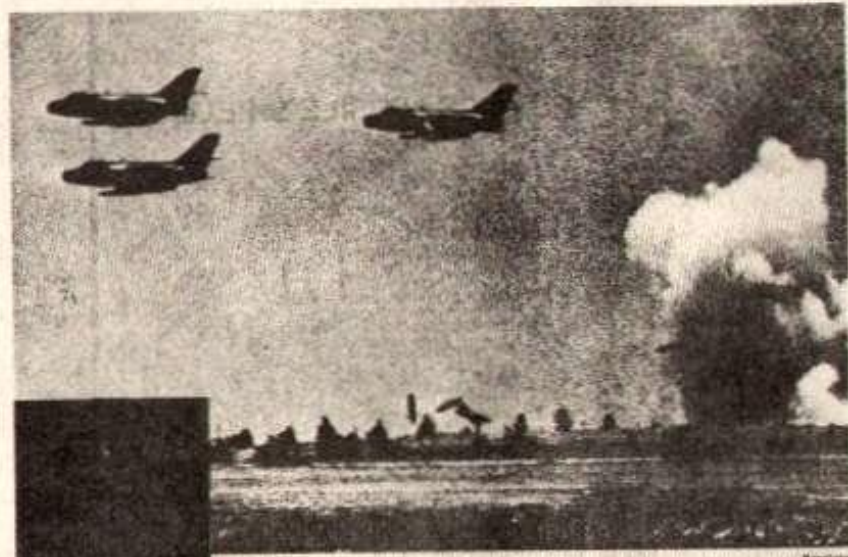
SOURCES D'ENERGIE

	France	USA
pétrole	65%	47%
Gaz naturel	8%	31%
Charbon	19%	20%
Autre (Hydraulique nucléaire...)	8%	2%

ORIGINE DU PETROLE

	France	USA
Production nationale	1%	68%
Pays arabes	81%	6%
Autres	18%	26%

la propagande sioniste prise la main dans le sac



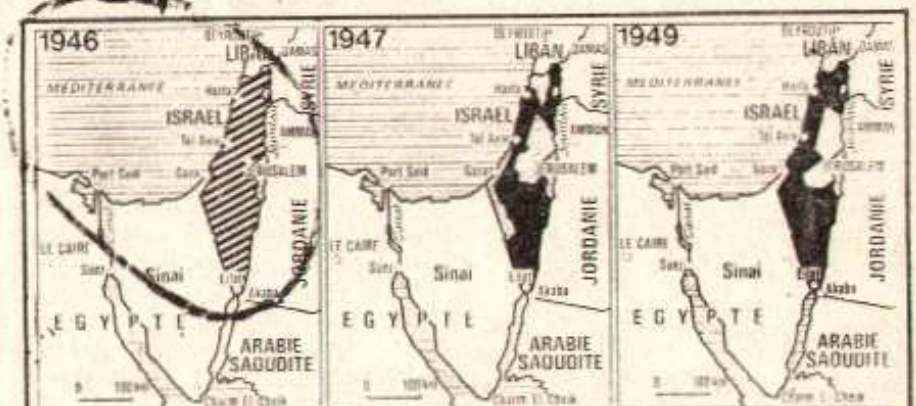
1973 : Suez, les skyhawks israéliens bombardent les égyptiens

la même photo parue dans News-week pendant la guerre d'octobre et.....dans une revue sioniste en 1969 avec des légendes bien contradictoires



1969 : des containers de napalm largués par un mystère IV lors d'une démonstration

de notre correspondant à laval : cette coupure du journal Ouest France qui, comble du prosionisme, fait remonter la création de l'état d'Israël ... à 1946



L'ACCEPTATION sous conditions par Israël d'un cessez-le-feu au 17^{ème} jour de la guerre ne fera cependant pas de ce conflit le plus long qui ait opposé Israël à ses voisins arabes.

● LE PREMIER CONFLIT, né le 14 mai 1948, le jour de la proclamation de l'Etat Hébreu par M. David Ben Gourion, avait duré plusieurs mois. Il s'agit d'un conflit qui opposait les juifs d'une armée moderne et entraînés et si des juifs suda arabes avaient des convictions sincèrement avec chacun des cinq adversaires d'Israël, les arabes ne furent jamais qu'un front de l'année 1948, à l'été de Rhodes, le dernier et le plus difficile à renverser avait été l'amitié avec le Syrie. Dès lors, une commission de trêve de l'O.N.U. installée dans le « no man's land » de Jérusalem avait tenté d'éviter un retour de conflit, Israël se livrant cependant à des actes de « représailles » à la suite d'actions de l'Egypte.

● LA GUERRE DE 1956, déclenchée le 29 octobre, qui dura cent heures et fut suivie par l'intervention franco-anglaise sur Port-Saïd, avait revêtu les qualités de l'histoire du général Deyan. Mais, en mars 1957, le Premier ministre Ben Gourion ordonna le retrait de toutes ses troupes qui occupaient le Sinaï et remettait les positions conquises aux « forces bleues » de l'O.N.U. notamment Chém El Cheikh et El Arich. L'Egypte avait été alors le seul adversaire d'Israël.

● LA GUERRE DU 6 JUIN 1967, qui devait porter le nom de « guerre des Six Jours » avait opposé Israël à ses trois adversaires Egyptiens, Jordaniens et Syriens que les forces de Tel Aviv mirent méthodiquement hors de combat. Les Syriens étant les derniers à combattre, Israël occupa dès lors un territoire quatre fois plus grand que sa superficie de 1949.

● LA GUERRE DU 6 OCTOBRE 1973, qui a eu pour principal objectif arabe de récupérer les ter-

libye : pas de 3^{ème} voie

Le colonel Khadafi, chef de l'Etat libyen vient de commencer à Paris une tournée des capitales européennes. Pour la presse impérialiste française Khadafi, c'est le «bouillant colonel», aux réactions imprévisibles... Et elle ne tarit pas d'adjectifs pour le présenter comme une girouette, balottée au gré de son imagination débordante. En réalité, Khadafi est un personnage courant à notre époque, celui d'un représentant de la bourgeoisie, dans un pays dominé par l'impérialisme, à une époque où une lutte à mort se mène entre l'impérialisme et les peuples qu'il opprime. Certains ont franchement choisi leur camp. Nguyen Huu Tho, avocat, président du FNL du sud Vietnam, s'est placé résolument dans le camp du peuple pour chasser définitivement l'impérialisme US de son pays. A l'opposé, un Pinochet s'est résolu à se placer dans le camp de l'impérialisme US, contre le peuple de son pays. D'autres oscillent sans cesse entre ces deux voies. Khadafi est de ceux-ci.

Avec d'autres jeunes officiers libyens, Khadafi a chassé le régime réactionnaire du roi Idriss, vendu aux impérialistes américains et britanniques. Il a immédiatement chassé les troupes étrangères de toutes les bases qu'elles occupaient en Libye, et particulièrement de l'importante base US de Wheelus. Puis, à partir de 1971, il a entamé un processus de nationalisation des intérêts pétroliers impérialistes en Libye, et aujourd'hui, la Libye contrôle la quasi-totalité de sa production nationale. Parmi les premiers, il a engagé le combat pour vendre le pétrole à un plus juste prix. Mais en même temps, sous le prétexte d'instaurer un «socialisme national», qui ne soit ni le capitalisme, ni le communisme, il a jeté des révolutionnaires et des progressistes en prison, il a remis à l'ordre du jour les pratiques les plus réactionnaires de l'idéologie religieuse islamique, obligeant les femmes à la maison, brûlant les livres qui contiennent des idées imposées par la réaction capitaliste et le communisme juif, donc les œuvres de Marx. En un mot Khadafi n'a pas choisi de s'appuyer sur la force révolutionnaire du peuple libyen.

Khadafi se déclare l'allié de la Résistance Palestinienne; il abrite 20 000 palestiniens, dénonce l'existence de l'Etat d'Israël, le diktat des deux superpuissances. Mais en même temps, il a expulsé de Libye les militants du FPLP et du FDPLP et a condamné la guerre d'octobre traduisant la volonté des peuples arabes (syrien, égyptien et palestinien) à libérer leur patrie. Entre la complicité, consciente ou non, avec l'impérialisme et la lutte résolue du peuple pour le chasser, il n'y a pas de 3^{ème} voie. Tous ceux qui oscillent entre les 2 peuvent porter momentanément, des coups à l'impérialisme, mais sans ébranler sa domination.

Un jour ou l'autre, le peuple révolutionnaire, en Libye, saura prendre ses affaires en main, et la voie sera plus claire.

VIVE LE 29^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION DE L'ALBANIE

29 ans de lutte acharnée contre le révisionnisme titiste et khrouchtchevien

Le 29 novembre, le peuple albanais fête le 29^e anniversaire de sa libération acquise par ses propres armes, de la botte nazie. Pour les Communistes, pour toute la classe ouvrière, cet anniversaire est l'occasion de saluer un peuple qui a su maintenir le socialisme dans son pays et déjouer les plans révisionnistes de Khrouchtchev pour faire revenir l'Albanie au capitalisme et l'asservir. Ce résultat a été acquis aux prix d'une dure lutte, et de grands sacrifices du peuple albanais.

Jugeons-en sur pièces.

L'Albanie est un petit pays de deux millions d'habitants. Elle est complètement encerclée par la Grèce fasciste et la Yougoslavie de Tito. Son peuple fait des efforts héroïques pour développer une économie maintenue autrefois dans un état d'arriération très grave par l'oppression étrangère et féodale.

L'aide fraternelle apportée par l'URSS de Staline à sa défense et à son développement économique était d'une grande importance pour le peuple albanais.

Or voici qu'après le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique, tenu en 1956, Khrouchtchev et sa bande commencèrent à réviser ouvertement les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, sur des points aussi décisifs que la nécessité de la dictature du prolétariat, la nature agressive de l'impérialisme, la nécessité de la révolution armée. Dans le même temps, ils tentèrent d'imposer leur point de vue à l'ensemble des partis communistes et des pays socialistes, exerçant sur eux des pressions inadmissibles. La République Populaire d'Albanie et son Parti du Travail y furent particulièrement soumis.

Mais, pour l'Albanie socialiste, son Parti du Travail et son dirigeant Enver Hoxha, les principes Marxistes-Léninistes comptent plus que tout au monde. Enver Hoxha déclarait en 1961 :

«Nous disons à Khrouchtchev que le peuple albanais et son Parti du Travail vivront d'herbes s'il le faut, mais ne vendront jamais leur conscience pour 30 deniers, parce qu'ils préfèrent mourir debout et dans l'honneur que de vivre dans la honte et à genoux».

cambodge : le palais de lon nol bombardé par un officier patriote

A l'approche de la saison sèche, les Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge redoublent d'activité. Les impérialistes US et leurs valets, qui avaient connu un répit tout relatif pendant la saison des pluies vont à nouveau subir des défaites cuisantes. D'autant plus qu'une nouvelle victoire vient d'être remportée par le GRUNC : désormais, tous les membres du gouvernement vivront et travailleront au Cambodge même, dans la vaste zone libérée, au sein même du peuple cambodgien. C'est une décision importante qui affirme une fois de plus la représentativité du GRUNC et accroît sa capacité à diriger la lutte de Libération Nationale.

Cela promet de nouvelles déconfitures pour la clique fantoche, déjà gangrénée en son sein même. Le 19 novembre, par exemple, un officier de l'armée de l'air fantoche bombardait, aux commandes de son avion, le palais



Ces paroles n'étaient pas des paroles en l'air : en 1960, parce que le Parti du Travail d'Albanie refusait de se plier au diktat soviétique, et de condamner le Parti Communiste Chinois, la bande de Khrouchtchev refusa de lui livrer du blé, alors que des catastrophes naturelles avaient amené l'épuisement de ses réserves de vivres et que la population était menacée de famine; ils suspendirent les crédits, rappelèrent les spécialistes soviétiques, supprimèrent toutes les relations commerciales.

Les pressions et les menaces ne s'arrêtèrent pas là. Frol Koslov, dirigeant soviétique, menaçait l'Albanie en disant qu'une seule bombe atomique suffirait à la détruire. Khrouchtchev s'aboucha avec Venizelos, le réactionnaire grec, lui promettant de soutenir ses revendications territoriales visant à annexer l'Albanie. D'autre part, la Yougoslavie titiste a tenté dès 1942 d'annexer l'Albanie, multipliant contre elle les complots. Et voilà que Khrouchtchev exigeait de l'Albanie, juste après l'écrasement du dernier en date de ces complots, qu'elle accueille un traître enfui en Yougoslavie et qui y dirigeait des émissions subversives contre la République Populaire d'Albanie. Voilà que, de la tribune du XXII^e Congrès du PCUS, il appelait ouvertement à renverser la direction du PTA !

Face à ces manœuvres grossières, le PTA et le peuple albanais s'en sont toujours tenus à une ferme position de principe. Ils n'ont jamais admis qu'on porte atteinte à leur indépendance, ils n'ont jamais admis qu'on traîne dans la boue le grand nom de Staline, qu'on révisse le marxisme-léninisme. Devant les partis communistes du monde entier, en 1960, puis devant les larges masses en 1961, Enver Hoxha s'est dressé courageusement pour arracher leur masque aux traîtres du Kremlin.

Le peuple albanais a payé de son travail, de ses souffrances et de sa lutte le droit de se maintenir dans la juste voie socialiste. C'est à ce prix qu'il vit aujourd'hui dans la paix et l'indépendance, que les larges masses du pays vivent dans la démocratie

socialiste et améliorent par leur travail leur situation matérielle.

Si petit qu'il soit par le nombre, le peuple Albanais est un grand peuple, parce qu'il a montré à la classe ouvrière et aux peuples du monde que la dégénérescence capitaliste à la Khrouchtchev n'est pas une fatalité, que la lutte pour le socialisme peut être gagnée, qu'elle en vaut la peine.

Les véritables Communistes seront toujours reconnaissants au Parti du Travail d'Albanie d'avoir montré l'exemple au côté du Parti Communiste Chinois, et d'avoir maintenu haut-levé le drapeau du Marxisme-Léninisme face aux renégats révisionnistes.

Qu'en ce 29^e anniversaire, il reçoive le témoignage de notre affection et de notre soutien.

meeting des amitiés franco-albanaises

VIVE LE 29^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE.

mardi 4 décembre 20h30
mutualité - paris

chili : la première grève depuis le putsch yankee-fasciste

Plus de 2 mois après le coup d'état fasciste, la junte de Pinochet avoue elle-même les difficultés qu'elle rencontre à maintenir sa dictature sanglante.

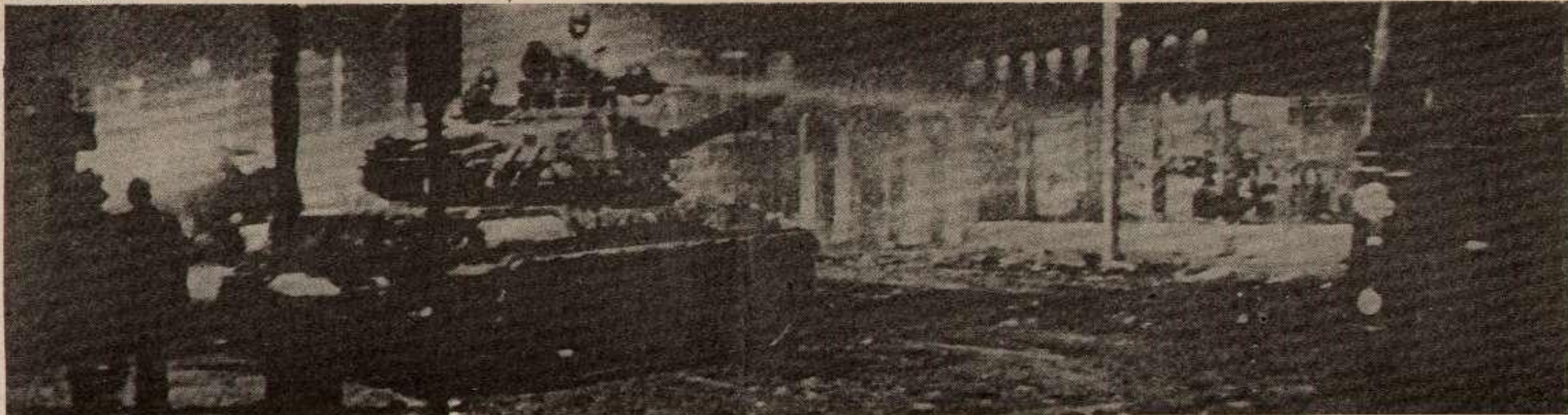
Un tel aveu, c'est, par exemple, la vaste opération anti-guerilla qui se déroule depuis le début du mois de novembre dans le sud du Chili, entre Concepción et Osorno. Participent à cette opération des soldats et des officiers spécialement entraînés pour cela dans les camps spéciaux de l'armée US... et même, pour certains, en France. Certains d'entre eux ont été envoyés subir cet entraînement... par le gouvernement Allende lui-même qui n'avait jamais dénoncé les contrats d'assistance militaire liant le Chili et l'impérialisme US.

Des opérations précises ne peuvent être cachées par la junte.

Une caserne du Nord du Pays (Copuapo), à Santiago, la station de radio de la base navale Quinta Norma ont été attaqués par des commandos.

Pour la première fois depuis le coup d'Etat, une grève a éclaté à Santiago, sur le chantier du métro : 171 ouvriers (sur 190) ont fait grève pour les salaires et de meilleurs horaires de travail. Ils ont dû reprendre le travail sous la pression de soldats armés. Même si la grève n'a pas réussi, c'est un nouvel échec pour la junte.

Difficultés sur le plan intérieur, mais aussi sur le plan extérieur puisque la junte a finalement renoncé à envoyer des émissaires à travers le monde : sage précaution, car ils auraient reçu, partout, l'accueil qu'ils méritent. Par contre, Paris aura le triste privilège, en décembre, d'accueillir une délégation de la junte fasciste. Elle viendra «négocier» avec les représentants de divers pays impérialistes la soi-disant «dette» léguée au peuple chilien par des années de pillage impérialiste. Gageons que cette année, face aux représentants de Pinochet, les «créanciers» et maîtres impérialistes ne se montreront pas trop exigeants quant au remboursement de la «dette». Par contre, le peuple et le prolétariat de France auront à cœur de rappeler aux généraux yankee-fascistes la «dette» qu'ils devront payer un jour, celle du sang des patriotes tombés depuis 2 mois.



EDITORIAL suite de la p.1

La nouvelle junte fasciste, composée de colonels de 1967, promus généraux, veut rétablir les principes du 21 avril 1967, dont l'objectif essentiel est la création de conditions convenables au retour du pays au régime parlementaire sur une base saine !

En 1967, la junte de Papadopoulos a mené cette politique d'«assainissement». Le peuple grec luttait contre la pénétration de l'impérialisme US, contre l'installation de bases de l'OTAN. Les colonels ont déporté des milliers de personnes dans les îles, ils ont exécuté des milliers d'autres, accompli des rafles gigantesques, devançant le sinistre Pinochet, bourreau du peuple chilien.

Les résultats du coup d'Etat ont été une aggravation considérable des conditions de vie des masses. Des centaines de milliers d'ouvriers doivent s'expatrier vers l'Allemagne, la France.

La répression sanglante et l'aggravation des conditions de vie des masses a suscité une lutte sans cesse accrue contre la junte et ses maîtres yankees. Papadopoulos tenta alors de désamorcer le mouvement populaire en introduisant une prétendue «libéralisation» ; cette prétendue libéralisation devait également permettre à la junte d'accroître ses échanges avec certains pays européens qui posaient comme condition «l'adoucissement» du régime, pour resserrer leurs liens entre eux et la Grèce.

Le référendum constitutionnel et l'amnistie n'ont pas dupé le peuple grec. Le 21 août, les prisonniers politiques libérés sortaient l'un après l'autre de la prison et s'adressant aux masses venues les attendre disaient tous : «c'est la lutte du peuple qui obtient notre libération», ou «le combat commence à peine. La victoire sera de notre côté». Des dizaines de membres importants du mouvement révolutionnaire ne bénéficièrent pas de l'amnistie : ils restèrent emprisonnés car ils étaient condamnés pour des «délits» commis avant 1967, c'est-à-dire du temps de Papandréou. Le peuple mit à profit cette «libéralisation» pour renforcer encore sa lutte.

VENGEANCE POUR LES 400 HEROS GRECS

A BAS LES GENERAUX FASCISTES IMPERIALISME US HORS DE GRECE

PAS UNE ARME, PAS UN SOU POUR LES FASCISTES GRECS

VIVE L'HEROÏQUE LUTTE DE L'INDOMPTABLE PEUPLE GREC

Moins de 3 mois après ces amnisties les fascistes lançaient leurs blindés contre le peuple grec. Les ouvriers, les paysans, les étudiants grecs ont mené des combats héroïques contre la barbarie yankee-fasciste. Ils n'hésitèrent pas à poursuivre les combats de rue alors que les blindés avaient lancé l'assaut contre l'école polytechnique. 400 héros sont tombés sous les balles fascistes, c'est une dette de sang que le peuple grec fera payer aux fascistes grecs et à leurs maîtres yankees.

Les crimes de la junte sont aussi des crimes de l'impérialisme français. Les chars AMX 13 ont servi à la répression des manifestations. L'impérialisme français a toujours soutenu la junte : les capitaux français représentent 30% des capitaux étrangers en Grèce, et les trusts Péchiney, St-Gobain, Penarroya pillent les matières premières grecques.

Les généraux qui viennent de faire le coup d'Etat pour remplacer l'équipe faillie de Papadopoulos ont participé à la répression du peuple grec sous le régime de Papadopoulos, comme le général Ioannidis, chef de la police militaire, qui participa personnellement à des séances de torture, et organisa des rafles massives. Cette bande d'assassins veut revenir à la répression massive du peuple grec, qui a mis en échec la politique de libéralisation.

L'indomptable peuple grec prolonge les traditions de lutte contre le fascisme et l'impérialisme des années 40-49, en multipliant les actions d'un héroïsme exemplaire. Contre cette détermination à vaincre, à chasser définitivement l'impérialisme US, à détruire le fascisme, les fascistes grecs seront toujours impuissants. Pas plus aujourd'hui qu'en 1967, les fascistes ne pourront museler le peuple grec et lui imposer la domination yankee.

L'héroïsme des ouvriers, des paysans et des étudiants grecs leur gagne le soutien et l'admiration des révolutionnaires et des progressistes du monde entier. Leur combat est celui des prolétaires et des peuples opprimés pour la destruction de l'impérialisme.

yankees hors de grèce

L'impérialisme est un ennemi particulièrement acharné du peuple grec. Alors que le peuple grec s'était libéré de l'occupant nazi, l'impérialisme US et l'impérialisme britannique ont lancé contre le peuple grec des tonnes d'armement et des milliers de soldats. Ils ont armé la réaction grecque, lui ouvrant des crédits énormes, dans le cadre du plan Marshall. En 1947, une «aide» de 300 millions de dollars était votée pour la Grèce. Avec cette «aide», l'impérialisme US entendait s'attacher un gouvernement fantoche en Grèce.

Pour stopper l'agitation politique permanente qui animait le peuple grec contre la réaction, l'impérialisme US a organisé le putsch de Papadopoulos en 1967. La mise en place de Papadopoulos a correspondu à une consolidation des intérêts US en Grèce : «Avant le putsch, disent les Grecs, il n'y avait pas ITT (société US, entre autres artisan de complots au Chili), maintenant il y est».

Des industries US sont venues s'installer en Grèce, en particulier des raffineries de pétrole où est traité le pétrole brut du Moyen Orient. Ce pétrole raffiné est destiné à couvrir les besoins de la 6e flotte. La raffinerie de BARDINOIANNIS dans la région de Corinthe travaille en particulier pour la marine et l'aviation US. Une partie importante du pétrole est ensuite distribuée par les compagnies dans les pays européens.

Elles trouvent en Grèce de nombreux avantages :

— les salaires des ouvriers sont pratiquement bloqués à un niveau très bas depuis 1967, ce qui permet de réaliser des profits supplémentaires sur le dos du peuple grec

— La junte fasciste exproprie des paysans pour l'installation des industries et des bases offrant ainsi des terrains à bon marché.

L'installation des sociétés et des bases US soulève la colère du peuple grec, car outre qu'ils sont expropriés, les paysans ne reçoivent que des indemnités insignifiantes. De nombreuses révoltes paysannes ont eu lieu à MEGARA, à SPATA contre la construction d'un aéroport ; à Philippus contre l'installation d'une société d'électricité.

Cette lutte se cristallise, en particulier, contre le renforcement de la présence américaine et l'installation des bases. Depuis le putsch, 6000 familles US sont venues s'installer ; les ports du Pirée les îles grecques ont vu leur rôle de base US s'accroître. La Crète est le plus grand porte-avion US en Méditerranée, avec deux bases aériennes, des missiles y sont également installés. Ces bases permettent à l'impérialisme US de renforcer sa présence en Méditerranée, dans la lutte qui l'oppose au social-impérialisme pour le contrôle de cette région. L'attitude arrogante des soudards yankees, le vol des terres sont autant de causes de bagarres fréquentes entre les grecs et les marins US dans les ports grecs.

La liquidation de la domination yankee sur la Grèce passe par la destruction de la junte fasciste.

LES PAYSANS GRECS CONTRE LES TRUSTS U.S. ET LEURS VALETS

En mois d'Octobre les paysans de Megara dans la région de Corinthe ont lancé une lutte de grande ampleur contre la création d'une raffinerie par le groupe Andreadis, le plus important complexe industriel et financier de Grèce, et l'installation par le groupe U.S. Alcoa d'une usine d'alumine.

En avril les paysans expropriés avaient arrêté les engins destinés à déboiser leurs champs d'oliviers. Andreadis a tenté de reprendre les travaux, encouragé par la junte en Octobre.

Une gigantesque manifestation regroupant 2 habitants sur trois de la région s'est organisée. Les manifestants ont été dispersés par la police. Les mois d'ordre de la suite de la manifestation ont été «Liberté ! Le peuple ne veut pas de moi ! Un seul chef, le peuple souverain».

Outre le haut niveau de combativité du peuple grec, cette manifestation annonciatrice du puissant mouvement de Novembre montre combien sont fragiles les bases de la junte yankee fasciste. La junte installée par la CIA en Grèce, celle de Papadopoulos comme celle de Glizikis ne tient que par la présence des blindés et la répression sanglante des masses populaires.

A BAS LA JUNTE YANKEE FASCISTE

1940-1949

10 ans de résistance héroïque

Le peuple grec a une longue histoire de lutte contre la domination impérialiste. Cette histoire a culminé au cours de la guerre de Résistance contre le nazisme, puis contre la domination anglo-us, dans les années 40-45 puis 45-49.

Le peuple grec s'est opposé farouchement à l'invasion par les hordes de Mussolini. Non seulement l'avance des fascistes italiens fut stoppée, mais l'armée grecque lança une série de contre-attaques qui les obligeaient à reculer. Les nazis durent expédier des renforts à Mussolini, il fallut la trahison de généraux qui capitulèrent devant les nazis, avant de devenir leurs fantoches, pour que les bandes hitlériennes prennent pied en Grèce.

Dès 1942, sous la direction du Parti Communiste Grec, la lutte armée était une lutte de masse, bloquant 30 divisions. En 1943, seules les grandes voies de communication et les villes étaient aux mains des nazis ; tandis que, dans les campagnes, s'instaurait un pouvoir populaire et démocratique, reposant sur la force de la Résistance. Ainsi, jamais les nazis n'ont pu organiser le STO en Grèce. Dès que les dossiers étaient préparés, les résistants s'emparaient de les faire disparaître

en les brûlant et en attaquant les administrations.

Dès 1943, le peuple grec dut lutter contre le sabotage des anglais, qui envoyaient des «agents de liaison» chargés de semer la division au sein de la Résistance. Ils prévoyaient de prendre la relève des envahisseurs nazis. Churchill écrivait en septembre 1943 : «au cas où les allemands quitteraient la Grèce, nous devrions être en mesure d'envoyer à Athènes 5.000 soldats britanniques avec blindés et fusil-mitrailleurs».

Après la libération du territoire grec, en 1944, l'impérialisme britannique, secondé par l'impérialisme américain, déclenche une grande offensive contre l'indépendance du peuple grec. Le Parti Communiste organise alors la lutte armée qui durera de 1946 à 1949. L'impérialisme américain expédiait à la réaction grecque des quantités énormes de matériel militaire. La guerre était dirigée par un état-major gréco-américain. L'armée grecque fut renforcée. De vastes opérations militaires, dans les années 47-48, ne parvinrent pas à briser la Résistance.

Pour briser la résistance du peuple grec, les impérialistes US et leurs agents en Grèce durent imposer un

régime de terreur. Des rafles eurent lieu, des exécutions en grand nombre furent opérées jusque dans les villes. Les populations des campagnes furent déportées massivement à distance des zones contrôlées par les patriotes grecs.

Cette politique de terreur parvint à briser provisoirement la résistance du peuple grec. Mais jamais elle ne parvint à étouffer sa volonté d'émancipation. L'impérialisme britannique fut secondé par l'impérialisme US qui finit par le supplanter. Le peuple grec a mené une lutte permanente contre l'implantation US en Grèce et la présence de l'OTAN.

Ainsi, de 1965 à 1967, de formidables manifestations contre l'OTAN et les manœuvres de la droite se sont déroulées dans tout le pays. C'est pour mater ce mouvement puissant des masses que la CIA a organisé le putsch d'avril 67.

Aujourd'hui, les masses populaires reprennent le flambeau de cette lutte, mais riches de la glorieuse guerre de résistance du peuple vietnamien, elles trouvent à leur côté les peuples d'Espagne, les peuples d'Amérique Latine. Leur lutte va inéluctablement à la victoire.